



## La BCE explique sa politique de « forward guidance »

La Banque centrale européenne (BCE) a consacré un article de son bulletin mensuel d'avril 2014 à sa politique de « forward guidance », c'est-à-dire de communication sur l'orientation future de sa politique monétaire. Cette « forward guidance » a été introduite à l'occasion de la réunion du Conseil des gouverneurs du 4 juillet 2013, le Président de la BCE avait en effet annoncé qu'il « prévoyait que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée » en précisant que cette anticipation était « fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire ». La BCE a maintenu cette « forward guidance » depuis lors : le Conseil des gouverneurs l'a « réitérée fermement » en janvier puis en février 2014 et en a renforcé la formulation en mars, avril et mai 2014. L'article publié par la BCE examine les raisons qui ont conduit les banques centrales à fournir des indications sur l'orientation future des politiques monétaires, puis analyse plus particulièrement la « forward guidance » de la BCE, ses modalités et son efficacité. Il conclut qu'elle a « considérablement amélioré le contrôle sur les taux du marché monétaire, contribuant ainsi à une stabilisation des conditions sur ce marché et à un ancrage plus ferme des anticipations relatives aux taux directeurs. Par conséquent, la « forward guidance » a apporté un soutien précieux à la BCE dans la poursuite de son mandat qui consiste à maintenir la stabilité des prix à moyen terme dans la zone euro ». A noter que la Banque des règlements Internationaux (BRI) a également consacré un article à la « forward guidance » dans son bulletin trimestriel de mars 2014. Cet article (disponible uniquement en anglais) complète utilement celui de la BCE dans la mesure où il fait une analyse comparative des politiques des grandes banques centrales qui ont opté pour la « forward guidance » (Réserve Fédérale américaine, Banque du Japon, Banque d'Angleterre et BCE).

Le bulletin d'avril de la BCE : [https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/bulletin-BCE-avril-2014.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/bulletin-BCE-avril-2014.pdf), pages 69 à 77

Bulletin trimestriel de mars de la BRI : [https://www.bis.org/publ/qtrpdf/r\\_qt1403f.htm](https://www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qt1403f.htm)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 8 mai 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée seulement graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation à moyen et long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans la période à venir, nous suivrons très attentivement les évolutions économiques et les marchés monétaires. Nous conserverons l'orientation très accommodante de la politique monétaire et agirons rapidement, si nécessaire, à travers un nouvel assouplissement monétaire. Nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. [...] Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop longue de faible inflation. De nouvelles informations et analyses concernant les perspectives d'inflation et l'accès du secteur privé aux prêts bancaires seront disponibles début juin. »

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) s'est établi à 11,8 % en mars 2014, stable depuis décembre 2013, mais en recul par rapport au taux de 12,0 % enregistré en mars 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,5 % en mars 2014, stable par rapport à février 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % observé en mars 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mars 2014, 25,7 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,9 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 66 000 dans l'UE28 et de 22 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2013, le chômage a baissé de 929 000 personnes dans l'UE28 et de 316 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,7 % en janvier 2014) et en Espagne (25,3 %).

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Arrêté du 16 avril 2014 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028905503>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

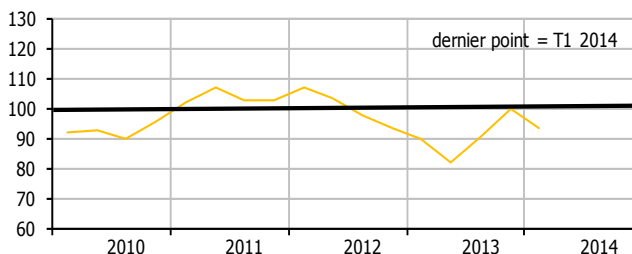
### Le climat des affaires se dégrade

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade au premier trimestre 2014. Il rompt avec la tendance haussière des six derniers mois. Il diminue de 6,6 points par rapport au trimestre précédent, et repasse en dessous de sa moyenne de longue période, à 93,7 points. Cette dégradation s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir.

Si l'opinion des chefs d'entreprise est défavorable sur la quasi-totalité des soldes de gestion, le jugement porté sur la trésorerie du trimestre passé est moins négatif, et les prévisions d'investissement à un an s'améliorent.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

### Des encours de crédit en retrait mais des actifs financiers bien orientés à Saint-Martin à fin décembre 2013

L'encours des crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Martin enregistre une baisse à fin 2013 (-1,9 % contre -2,7 % en 2012) pour atteindre 194,9 millions €. L'encours détenu par les entreprises (42,4 % du total des encours sains), continue de diminuer (-4,7 % contre -8,4 % à fin décembre 2012) et les financements consentis aux ménages (52,9 % du total des encours sains) se contractent (-1,4 % contre +3,3 % un an plus tôt). En revanche, la collecte d'épargne demeure bien orientée : l'encours s'élève à 288,6 millions € et croît de 8,5 % (+3,2 % en 2012). Cette progression est plus forte pour les actifs financiers des ménages (+11,4 %) que pour ceux des entreprises (+4,5 %).

### Des encours de crédits en hausse et une bonne performance des actifs financiers à Saint-Barthélemy à fin décembre 2013

Les crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy s'élèvent à 216,1 millions € et progressent de 2,4 % sur un an. Cette augmentation, liée principalement à la croissance des crédits octroyés aux ménages, est toutefois nettement en deçà de celle observée en 2012 (+10,1 %). La collecte d'épargne s'établit à 509 millions € et croît de 15 % sur un an. Cette hausse, plus vive qu'en 2012, est davantage marquée pour les actifs financiers des entreprises (+28,2 %) que pour ceux des ménages (+10,8 %).

### Parution de la note « Premières tendances » pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2014

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Premières tendances », téléchargeable librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Prorogation de l'octroi de mer jusqu'à fin 2014

Les députés européens ont accordé le 16 avril 2014 un sursis de six mois à l'octroi de mer. Ce régime fiscal pour les régions ultrapériphériques (dont les DOM) sera ainsi maintenu jusqu'à la fin de l'année 2014. L'objectif de ce délai est de trouver un nouveau dispositif permettant de le substituer. L'octroi de mer, taxe française en vigueur dans les DOM et applicable à la plupart des produits importés, a notamment pour but de traiter favorablement la production locale et représente 45 % des recettes fiscales des communes.

### 1<sup>re</sup> participation de la Guadeloupe à l'Association des États de la Caraïbe (AEC)

Le 6<sup>e</sup> sommet des chefs d'états et de gouvernement de la Caraïbe s'est tenu du 28 au 30 avril 2014 à Merida, au Mexique. La Guadeloupe, devenue membre de l'AEC deux semaines auparavant, a ainsi participé à son premier sommet. Thérèse Marianne Pépin, représentante de la Guadeloupe, a amendé l'article 15 de la déclaration de Mérida en inscrivant le programme Interreg Caraïbe parmi les projets financiers de coopération entre la Guadeloupe, la Martinique et l'ensemble des pays de la Caraïbe.

### Victorin Lurel, nouveau président de région

Ex-ministre des Outre-mer, Victorin Lurel a été élu le 2 mai 2014 à la présidence de la région Guadeloupe, une fonction qu'il avait déjà assurée de 2004 à 2012. Il succède à Josette Borel-Lincertin qui avait démissionné début avril.

## Laurent Bernier, nouveau président du SIAEAG

Le maire de Saint-François, Laurent Bernier, a été élu le 2 mai 2014 président du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe (SIAEAG). Il succède à Amélius Hernandez. La situation de la distribution de l'eau est préoccupante en Guadeloupe. De nombreuses communes qui dépendent du SIAEAG ont subi des coupures d'eau au mois d'avril.

## Canal Plus, nouveau venu sur le marché des télécoms

Canal Plus se lance sur le marché des télécoms, occupé jusqu'à présent par Orange et le duo Only-Numéricable. Initialement spécialisé dans la télévision, l'opérateur s'était introduit dans le monde de la téléphonie et d'internet par le rachat de Mediaserv en juin 2013.

## Les Trois jours de l'immobilier

Du 24 au 26 avril a eu lieu la 11<sup>e</sup> édition des Trois jours de l'immobilier au Complexe World Trade Center (CWTC) à Jarry. Cet événement annuel était l'occasion de réunir de nombreux professionnels du secteur et d'aborder différents sujets. Il a notamment été question de la tendance générale du marché immobilier, de la disparition de la loi Girardin et du vote de la loi Alur.

# ACTUALITÉ RÉGIONALE

## Réunion des experts-comptables à Saint-Barthélemy

L'ordre des experts-comptables de la Guadeloupe, dont dépendent les professionnels de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, s'est réuni pour la première fois à Saint-Barthélemy le 8 avril 2014. Le thème des débats était la sécurisation et la fiabilisation des économies des îles du nord. Cette réunion a été l'occasion de rappeler le rôle et l'importance des experts comptables au sein de l'économie, les activités illégales, et la nécessité de mieux informer les entreprises sur les changements de réglementation. En ce qui concerne ce dernier point, il fut question d'organiser des sessions de formation pour les professionnels dans les îles du nord.

## Un nouvel oléoduc à Saint-Martin

Le 30 avril 2014 a eu lieu à Saint Martin la mise en service de l'oléoduc permettant le dépotage du fuel des navires. Cet investissement de 1,8 million € a permis à EDF non seulement de diminuer notablement le risque de pollution, mais aussi d'accroître son efficacité. Un projet similaire est mené à Saint Barthélemy.

## Évolution statutaire de Saint-Martin

Au cours du mois d'avril, a eu lieu la deuxième audition relative à la mission parlementaire d'information sur Saint Martin. Afin de mieux apprécier l'évolution statutaire de la Collectivité, les députés Daniel Gibbs et René Dosière ont auditionné un certain nombre de personnalités politiques et de fonctionnaires. L'engagement de l'état au sein de la Collectivité, l'aspect fiscal et juridique et la place dans l'Europe étaient les principaux sujets abordés. Selon Daniel Gibbs, il est nécessaire de prendre en compte les spécificités de Saint-Martin et de changer les structures institutionnelles et fiscales.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : Insee)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Mars Mars	2014 2014	130,3 128,2	0,3 % 0,4 %	0,1 % 0,6 %	
<b>Demandeurs d'emploi</b> <i>(Source : Dicccte)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) <i>(données CVS)</i>		Mars	2014	61 040	-0,7 %	1,6 %	
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Mars	2014	28,1 432,0	- -	-60,7 % -0,2 %	
<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : Insee)</i>	Nombre d'entreprises créées <i>(hors auto-entreprises)</i>		Mars Cumul annuel	2014	323 1 106	-18,1 % -	-32,7 % -6,0 %	
<b>Vulnérabilité des ménages</b> <i>(Source : Iedom)</i>	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mars	2014	20 557 576	4,1 % 12,9 %	-3,2 % 13,8 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aérien</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbes)</i>	Nombre de passagers (hors transit)		Mars	2014	197 113	7,5 %	3,8 %	
			Cumul annuel		571 301	-	-	
<b>Trafic maritime</b> <i>(Source : Guadeloupe Port Caraïbe)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mars	2014	224 958 107 708	-14,8 % -3,8 %	-34,0 % 16,5 %	
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> <i>(Source : Insee)</i>	Nombre de nuitées <i>(en milliers)</i>		Décembre	2013	99	22,2 %	-5,7 %	
			Cumul annuel		1 036	-	-0,6 %	
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Avril	2014	1 146	-3,4 %	-8,5 %	
			Cumul annuel		4 739	-	-4,7 %	
<b>Consommation de ciment</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Avril	2014	17 452	3,5 %	-10,0 %	
			Cumul annuel		69 193	-	-10,9 %	

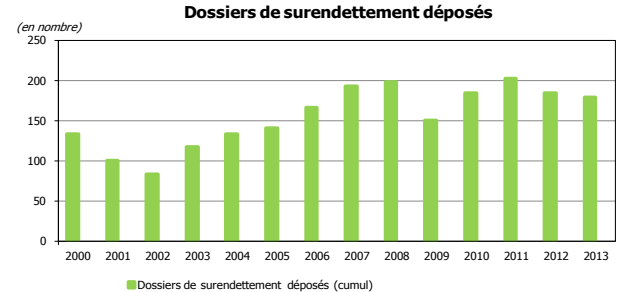
# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Moyens de paiement

Au 31 décembre 2013, il est recensé 3 137 terminaux de paiement électronique installés chez les commerçants en Guyane, soit une hausse de 8,1 % sur un an (+235 terminaux), après une progression de 1,8 % en 2012. En 2013, 7,0 millions de transactions de paiement ont été enregistrées (+10,6 % sur un an) pour un chiffre d'affaires total de 373 M€ (+8,8 % par rapport à 2012), ce qui représente un montant de facturation moyen par terminal de 118 267 € (+14,4 % sur un an) et un paiement moyen par transaction de 53 € (-1,7 % par rapport à 2012).

## Surendettement

Sur l'année 2013, 179 dossiers de surendettement ont été déposés, en baisse de 3,2 % par rapport à 2012 et 90 plans conventionnels ont été conclus (-28,0 % sur un an). Sur les cinq dernières années, plus de 9 dossiers sur 10 ont été jugés recevables (95 %) et pour 63,3 % d'entre eux, un plan conventionnel a été conclu en Guyane.



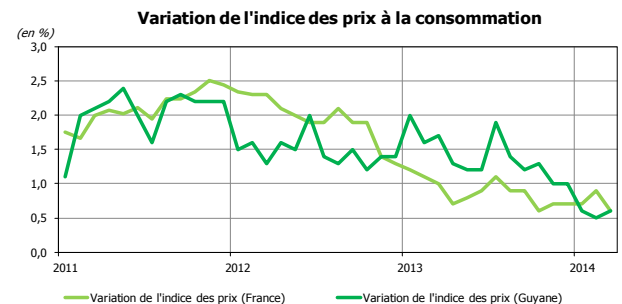
# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 6 mai 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,69 € / litre pour l'essence (+4 centimes) et 1,49 € / litre pour le gazole (sans changement par rapport au mois précédent). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,61 €, contre 21,57 € en avril, soit une hausse de 4 centimes.

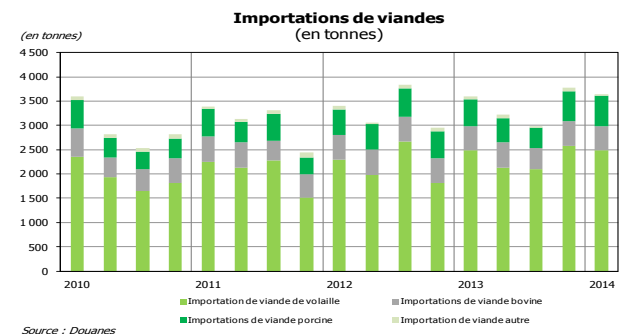
## Prix à la consommation

En mars 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse, de 0,3 % sur le mois, portée par celle des prix des services (+0,6 %) et de l'alimentation (+0,4 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison également des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+2,6 %) et des services (+0,8 %). D'un niveau similaire à celle constatée pour la France entière (+0,6 %), l'inflation en Guyane reste en dessous de celle observée à Mayotte (+1,2 %) et à La Réunion (+0,7 %), mais devient supérieure aux valeurs constatées en Martinique (+0,4 %) et en Guadeloupe (+0,1 %).



## Agroalimentaire

Au premier trimestre 2014, 3 653 tonnes de viande destinées à la consommation ont été importées en Guyane, soit une progression de 1,4 % par rapport au premier trimestre 2013. La viande de volaille concerne plus des deux tiers de ces importations (2 495 tonnes), suivie de la viande porcine (627 tonnes, soit 17,1 %) et de la viande bovine (489 tonnes, soit 13,4 %). Pour leur part, les importations de viandes d'autres types, notamment chevaline et ovine, s'élèvent à 41,5 tonnes, soit 1,1 % de l'ensemble des viandes importées. Il est rappelé qu'en 2013, 13 590 tonnes de viande (68,5 % de volaille, 15,2 % de viande porcine, 14,5 % de viande bovine et 1,8 % de viande autre) ont été importées, représentant 54 kilos par habitant en moyenne.



## Bouclier-qualité-prix

Mis en place le 1<sup>er</sup> mars 2013 dans la cadre de la « loi contre la vie chère », le « bouclier-qualité-prix » plafonne un panier type comprenant 90 produits dits de « première nécessité » à 305 euros. Depuis le 17 mars, la liste des produits concernés par ce dispositif a été portée à 96 produits, en concertation avec la moyenne et la grande distribution, pour un prix de l'ensemble du panier restant inchangé pour l'exercice 2014. Une convention a également été signée, le 14 mars 2014, entre les commerces de proximité et la préfecture, afin que ces commerçants puissent adhérer au « bouclier-prix-qualité » sur une liste de 25 produits pour un montant global plafonné à 80 euros.

## Spatial

Le 29 avril 2014, Vega a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais (CSG), le premier satellite d'observation de la Terre, KazEOSat-1, pour la République du Kazakhstan. Il s'agit du 3<sup>ème</sup> succès consécutif pour le lanceur et du 51<sup>ème</sup> satellite lancé par Arianespace incluant une charge utile d'observation de la Terre. Avec une masse de 830 kg, KazEOSat-1 aura pour mission de fournir des images de haute résolution pour la cartographie, la surveillance des ressources naturelles et agricoles, ainsi que le soutien aux opérations de secours en cas de catastrophes naturelles.

## Energie

En 2013, le barrage de Petit-Saut a fourni 54 % de l'électricité du territoire mais la croissance des besoins énergétiques nécessite une augmentation de la production. Les infrastructures actuelles (hydraulique, centrale thermique, biomasse, solaire) étant au maximum de leur capacité, un étude de faisabilité a été lancée en avril 2014 pour un projet de barrage hydraulique sur la Mana. Ce dernier viendrait soulager le barrage de Petit-Saut, vers 2030, et s'inscrirait dans la volonté d'atteindre l'objectif d'indépendance énergétique à cet horizon. En attendant, afin d'augmenter la capacité de production d'énergie, une quatrième turbine a été réceptionnée, fin avril 2014, à la centrale de Pariacabo pour un coût de 20 millions d'euros. Par ailleurs, l'allongement de la durée de vie de la centrale thermique de Dégrad-des-Cannes nécessite de nombreux aménagements afin qu'elle soit conforme à la réglementation sur la pollution. Ceux-ci concernent notamment la reconstruction des systèmes de refroidissement, la remise en état du système de traitement des eaux et huiles ainsi que le changement des tuyauteries de fuel, pour un coût total de 40 millions d'euros.

## Chômage

Selon l'Insee dans sa dernière enquête sur l'emploi 2013 en Guyane, parue fin avril, le taux de chômage en Guyane s'élève à 21,3 % en 2013. Ce taux reste bien supérieur à celui de la France hexagonale (proche de 10 %). Un écart de près de dix points est observé entre le taux de chômage des femmes et des hommes de 15 à 64 ans (respectivement 26,5 % et 16,9 %). Avec un taux de chômage de 44,8 % pour les moins de 25 ans, la Guyane connaît une situation moins critique que celle constatée à la Guadeloupe (59,8 %) et à la Martinique (68,2 %). Le niveau de qualification est également un élément déterminant dans la mesure où 86 % et 91 % des titulaires respectivement d'un diplôme du premier et du deuxième cycle universitaire, occupent un emploi alors que seulement 27 % des non diplômés intrègrent le marché du travail.

## Emploi

Les résultats de la dernière enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO), parus en avril 2014, font état de 5 540 projets de recrutement en Guyane notamment dans les services (56 %) et la construction (24 %). Si la majorité des besoins correspondent à des profils peu qualifiés, ceux en main d'œuvre qualifiée ne sont pas satisfaits en raison des difficultés de recrutement et de l'inadéquation des profils des candidats en particulier dans le secteur du commerce.

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Prévisions de croissance

Dans son dernier rapport publié en avril 2014, le FMI prévoit une baisse de quatre points de la croissance de l'Argentine, cette dernière devrait se situer à environ 0,5 % en 2014. Le pays pourrait connaître une forte inflation ainsi qu'une diminution des réserves officielles de devises. L'inflation, qui pourrait atteindre 37 % sur les douze prochains mois, s'explique par la monétisation du déficit public et par la politique commerciale protectionniste du pays. L'Etat argentin s'appuie sur sa politique monétaire pour limiter l'inflation. L'Argentine pourrait voir son taux de chômage augmenter légèrement pour atteindre 7,6 % (+0,5 point) selon les dernières estimations.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mars-14 127,7	[0,3%]	[0,6 %]	Insee	
	↑	Prix administré du litre d'essence	Mai-14 1,69	[2,4%]	[-1,2%]	Préfecture/Dieccte	
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mars-14 21 722	[-0,5%]	[10,2%]	Pôle emploi	
	↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-13 7 861	[-1,4%]	[-4,9%]	Pôle Emploi	
	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-14 17 034	[1,1%]	[11,9%]	Caf	
	↑	Prestations nettes versées (1)	Mars-14 9,4 M€ Cumul 28,2 M€	[2,9%]	[2,3%] [12,0%]	Caf	
CONSOMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Mars-14 14,3 M€ Cumul 37,8 M€	2,9%	-1,2% 2,4%	Douanes	
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Avr-14 351 Cumul 1 255	4,5%	4,5% 0,3%	Somafi	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Mars-14 44,2 M€ Cumul 114,8 M€	66,1%	12,5% -5,1%	Douanes	
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Avr-14 82 Cumul 318	-5,1%	16,5% 21,6%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Mars-14 12,4 M€ Cumul 53,6 M€	-61,0%	-65,6% -21,6%	Douanes	
	↑	Importations (3)	Mars-14 176,6 M€ Cumul 410,0 M€	111,8%	48,3% 4,1%	Douanes	
SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Avr-14 Cumul à Avr-14	4 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega) 6 satellites		1 tir à Avr-13 2 satellites Arianespace	
BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Avr-14 Cumul	8 636 tonnes 29 957 tonnes	3,4% -0,9%	Ciments guyanais	
INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Mars-14 Cumul	108 kilos 197 kilos	30,3% -9,6%	Douanes	
	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Mars-14 Cumul	3,1 M€ 5,8 M€	34,7% -19,2%	Douanes	
	↓	Cours de l'once d'or	Avr-14	1 299,08 \$	[-2,8%]	[-12,5%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 Cumul	20 767 m3 74 878 m3	29,8%	215,8% 1,7%	ONF
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Mars-14 Cumul	20 tonnes 84 tonnes	-58,5% -55,8%	Douanes	
	↑	Exportations de poissons (3)	Mars-14 Cumul	101 tonnes 196 tonnes	4,3% 5,3%	Douanes	
	↑	Exportations de riz (2) (3)	Mars-14 Cumul	14 tonnes 14 tonnes	n.s. n.s.	Douanes	
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-13 Cumul	35 863 437 599	-4,5% 2,1%	CCIRG	
	↑	Nombre de nuitées	Déc-13 Cumul	32 000 332 000	23,0% -3,5%	Insee	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

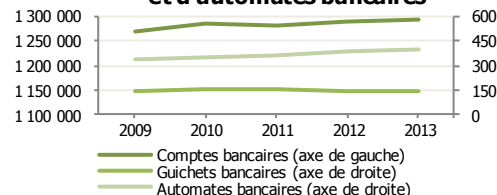
### Réseaux bancaires : stabilité du nombre d'agences, hausse du nombre d'automates en 2013

Le nombre d'agences bancaires est constant (150) en 2013, réparti à parts égales entre les banques AFB et les banques mutualistes ou coopératives.

La majeure partie des établissements bancaires sont présent dans le centre de la Martinique (Fort-de-France, Schœlcher, Lamentin) qui concentre 42 % des agences.

Parallèlement, le nombre d'automates bancaires est en progression (+2,8 % à 397). Le nombre de comptes bancaires est, pour sa part, en très légère hausse en 2013 (+0,3 % à 1 293 917).

**Nombre de comptes, de guichets et d'automates bancaires**



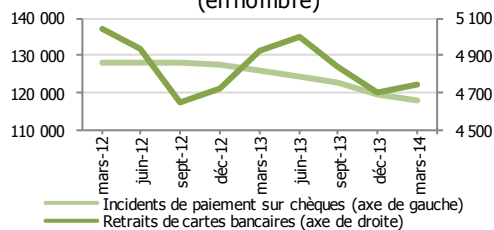
Source : IEDOM

### Indicateurs de vulnérabilité : baisse des incidents de paiement au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Les indicateurs de vulnérabilité connaissent des évolutions contrastées au 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

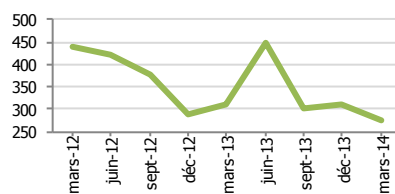
Alors que les incidents de paiement sur chèques sont en repli de 1,3 % (118 188), les retraits de cartes bancaires connaissent une hausse de 1,0 % (4 748). S'agissant des entreprises, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 0,8 % (2 530), tandis que le nombre d'incidents de paiement sur effets diminue de 11,2 % (277). Concernant les particuliers, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est stable (16 850).

**Incidents de paiement sur chèques et retraits de cartes bancaires (en nombre)**



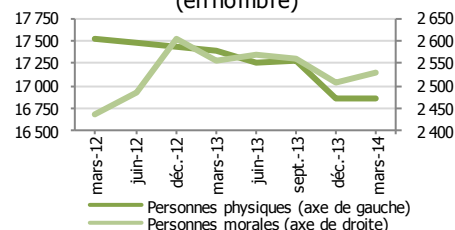
Source : IEDOM

**Incidents de paiement sur effets (en nombre)**



Source : IEDOM

**Personnes physiques et morales en interdiction bancaire (en nombre)**



Source : IEDOM

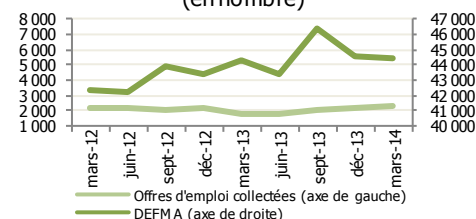
## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Chômage : stabilité au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

On dénombre 44 481 demandeurs d'emploi de catégorie A au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Le niveau est stable sur le trimestre (-0,2 %) et en légère hausse sur un an (+0,5 %). Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont orientées à la hausse tant sur le trimestre (+4,5 %) que sur un an (+35,3 %).

En outre, on dénombre 22 147 bénéficiaires des prestations de Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre, en légère baisse sur le trimestre (-0,5 %) et stable sur un an (+0,1 %).

**Offres et demandes d'emploi (en nombre)**



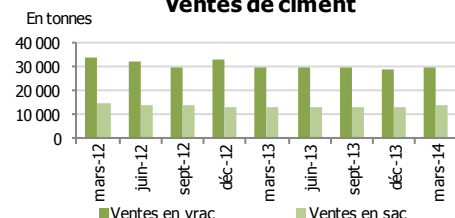
Sources : SMTF, Pôle emploi

### Ventes de ciment : légère baisse au 1<sup>er</sup> trimestre

Les ventes de ciment diminuent légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre à 43 407 tonnes (-0,6 % en glissement annuel), sous l'effet de tendances contradictoires.

Les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, reculent à 29 759 tonnes au 1<sup>er</sup> trimestre (-1,4 %). Les ventes en sac sont en revanche en hausse à 13 648 tonnes (+1,3 %).

**Ventes de ciment**



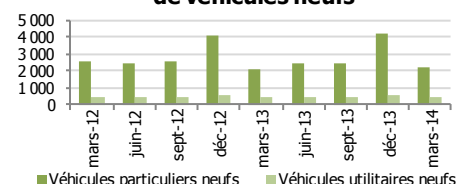
Source : Ciment Antillais

### Ventes de véhicules : progression au 1<sup>er</sup> trimestre

Les ventes de véhicules neufs sont en hausse sensible au 1<sup>er</sup> trimestre et s'établissent à 2 679 (+7,8 % sur le trimestre en glissement annuel).

Dans le détail, on constate une progression marquée pour les ventes de véhicules utilitaires (+15,1 % sur le trimestre) à 449, alors que la croissance des ventes de véhicules particuliers est moindre (+6,3 %) à 2 207.

**Immatriculations de véhicules neufs**



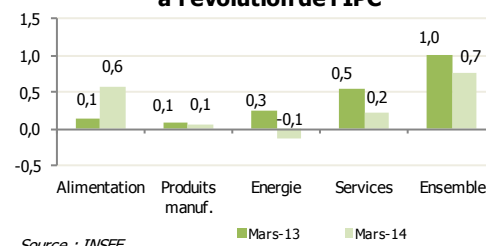
Source : AAA

## Prix : inflation faible au 1<sup>er</sup> trimestre

L'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 130,8 au 1<sup>er</sup> trimestre. L'inflation est faible tant sur le trimestre (+0,7 %) que sur un an (0,4 %) et suit une évolution globalement comparable à celle des prix dans l'Hexagone (respectivement +0,4 % et +0,6 %).

La faiblesse de l'inflation au 1<sup>er</sup> trimestre tient pour l'essentiel à la hausse modérée des prix des denrées alimentaires (qui contribue à hauteur de 0,6 point à la hausse de l'IPC) et des services (0,2 point), alors que la contribution des prix de l'énergie est négative.

### Contributions des postes à l'évolution de l'IPC



## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Coopération juridique : accord de parrainage entre la CCIM et la CCEF

Lors des Journées de l'International qui se sont déroulées les 3 et 4 avril, la Chambre de commerce et de l'industrie de la Martinique (CCIM) et la section martiniquaise des Conseillers du Commerce Extérieur de France (CCEF) ont conclu un contrat de parrainage. Ce contrat vient en appui du dispositif « Guichet unique à l'export » de la CCIM et prévoit que la CCEF accompagnera, à titre gratuit, et par le biais de conseils, d'informations et de contacts, les entreprises martiniquaises désireuses d'exporter leurs produits et services.

### AEC : première participation de la Martinique comme membre-associé

Le sixième sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) s'est tenu les 29 et 30 avril à Merida au Mexique. La Martinique y participait pour la première fois comme membre-associé, aux côtés de la France qui intervenait pour sa part en tant qu'Etat membre au titre de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de la Guyane.

A l'ordre du jour de ce sommet figuraient principalement le tourisme, les transports, la prévention des risques majeurs et le développement de la solidarité régionale. Afin d'encourager les échanges et diminuer les inégalités linguistiques, la Martinique a proposé la création d'un programme Erasmus Caraïbe, calqué sur le dispositif européen.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2014	130,8	+0,0 %	+0,4 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2014	44 481	-1,5 %	+0,5 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2014	22 024	+0,2 %	+0,9 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mars 2014	249,2	+48,5 %	+32,1 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	167,6	+17,5 %	+13,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- mars 2014	45,4	+9,0 %	-1,0 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	20,7	+54,7 %	-32,9 %
	Taux de couverture mensuel	- mars 2014	18,2 %		-15,6 pts
	Hors produits pétroliers	- mars 2014	12,4 %		-8,0 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mars 2014 - cumul annuel	46,1 134,0	+8,8 %	-0,1 % +3,7 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2014	16 850	-0,1 %	-3,1 %
	Retraits de cartes bancaires	- mars 2014	4 748	+0,2 %	-3,6 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- avril 2014	147 945	-9,8 %	+9,4 %
		- cumul annuel	624 254		+6,3 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2014	38 857	-4,6 %	+42,4 %
		- cumul annuel	79 583		+44,0 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2014	14 883	+5,7 %	-7,1 %
		- cumul annuel	43 407		-0,6 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- avril 2014	782	+11,1 %	+1,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- avril 2014	139	+3,0 %	-17,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	-	3 577		+5,0 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Le climat des affaires poursuit son redressement

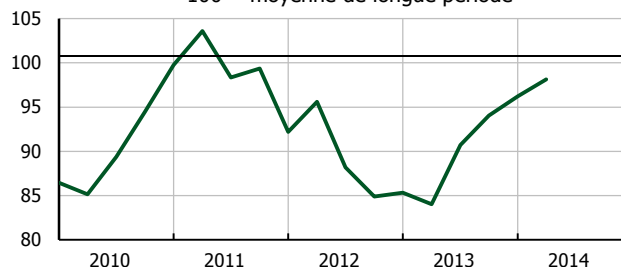
L'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 1,9 point au premier trimestre 2014, mais à un rythme ralenti. L'ICA s'établit désormais à 98,1 points, de plus en plus proche de sa moyenne de longue période.

L'amélioration de l'ICA tient essentiellement aux anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir (+ 1,9 point). Leur jugement concernant l'activité, la trésorerie et les prix en particulier s'améliore. En effet, la composante passée contribue, à la marge, à l'évolution de l'indicateur. L'opinion à la hausse sur les délais de paiement et les effectifs est compensée par la contribution négative de l'activité, des prix et de la trésorerie.

Face à ce nouveau regain d'optimisme, les intentions d'investir à un an des chefs d'entreprise continuent d'être mieux orientées.

Les « premières tendances » au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Indicateur du climat des affaires à La Réunion  
100 = moyenne de longue période



Source : enquête de conjoncture IEDOM

### Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM d'avril 2014

L'IEDOM vient de publier le dernier Observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. Basé sur les tarifs bancaires arrêtés au 1<sup>er</sup> avril 2014, il montre que, par rapport aux données du 1<sup>er</sup> octobre 2013, la moitié des tarifs (17 sur 33) sont restés stables à La Réunion ou ont diminué, parfois de manière significative. Ainsi, le prix des alertes SMS diminue de 20 %, celui des frais de tenue de compte de 15 %, et les commissions d'intervention, désormais réglementées, de 13 %. L'autre moitié a augmenté, mais de façon généralement limitée (moins de 2 %), hormis les frais sur compte inactif et l'envoi d'une lettre d'injonction (tarifs qui restent cependant encore très inférieurs à ceux observés sur le plan national).

Dans l'ensemble des DOM, 19 des tarifs moyens sur 33 recensés affichent une augmentation. La hausse la plus significative concerne la lettre d'injonction. Les frais de tenue de compte sans mouvement connaissent une faible augmentation résultant d'évolutions diverses, certains en facturant désormais, alors que d'autres les réduisent ou les annulent. Toutefois, 11 moyennes DOM de tarifs de l'extrait standard sur 14 restent inférieures ou égales aux moyennes nationales publiées par le Comité consultatif du secteur financier (CCSF).

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Avril 2014	130,2	0,0 %	+ 0,7 %
	IPC France entière		128,2	0,0 %	+ 0,7 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Mars 2014	23 567	+ 10,2 %	+ 9,2 %
	Cumul (milliers d'euros)		67 365	-	+ 1,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Février 2014	340,3	- 4,6 %	+ 4,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Fév.	697,0	-	- 2,7 %
	Exportations (millions d'euros)	Février 2014	23,6	+ 35,9 %	- 37,1 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Fév.	41,0	-	- 18,3 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mars 2014	132 390	- 0,3 %	- 0,1 %



## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mars 2014	160 585	+ 44,7 %	- 5,8 %
	Cumul	cumul Mars	479 394	-	- 3,9 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Décembre 2013	74 000	- 12,4 %	- 3,9 %
	Cumul	cumul Déc.	814 200	-	- 3,4 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Février 2014	1 240,0	-	+ 16,7 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Février 2014	9,4	-	+ 17,2 %
	Effectifs salariés du BTP	Mars 2014	15 839	+ 2,9 %	- 0,3 %

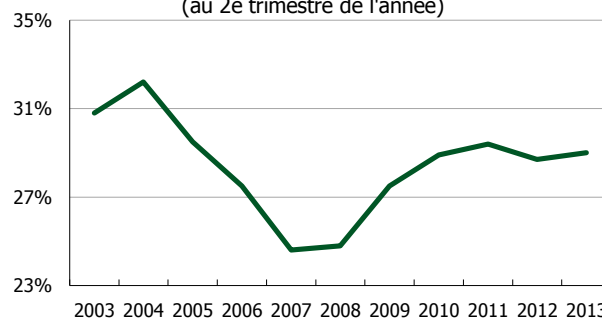
## Stabilisation du taux de chômage

Selon l'enquête emploi réalisée par l'Insee, le taux de chômage à La Réunion atteint 29,0 % de la population active au deuxième trimestre 2013 (+ 0,3 point par rapport à 2012). Après avoir fortement augmenté entre 2008 et 2010, il est quasiment stable depuis, autour de 29 %. Le seuil des 100 000 chômeurs est cependant de nouveau atteint cette année. Le taux de chômage métropolitain progresse sur la même période de 0,6 point, pour atteindre 9,9 %.

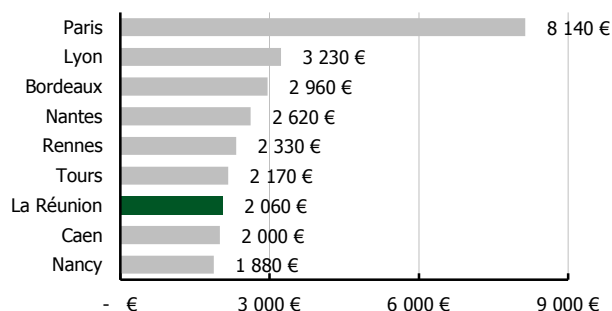
Le taux de chômage féminin continue de baisser (- 0,9 point) pour s'établir à 29,7 %. A l'inverse, le taux de chômage des hommes progresse de 1,2 point, à 28,3 %, après deux années de diminution.

La moitié des chômeurs de 2012 sont encore dans cette situation un an plus tard, alors que 19 % ont retrouvé un emploi et 30 % ont basculé vers l'inactivité.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Taux de chômage au sens du BIT  
(au 2e trimestre de l'année)

Source : Insee - Enquête Emploi

Baisse du prix médian des appartements anciens au 4<sup>e</sup> trimestre 2013Prix moyen au m<sup>2</sup> des appartements anciens  
au 4<sup>e</sup> trimestre 2013

Source : Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

Selon les « Notaires de France », le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 060 €/m<sup>2</sup> au quatrième trimestre 2013. Il baisse de 10,7 % sur un an, soit un rythme plus élevé que l'indice Notaires-Insee sur les ventes d'appartements anciens en France métropolitaine qui diminue de 1,7 % (- 1,5 % en province). Le prix médian au m<sup>2</sup> dans l'île est proche de celui observé à Caen et Tours, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 140 €/m<sup>2</sup>).

Parallèlement, le prix médian des maisons anciennes à La Réunion continue d'augmenter (+ 13,8 %) et s'établit à 182 000 euros. A l'inverse, l'indice Notaires-Insee sur les ventes de maisons anciennes en France métropolitaine baisse de 1,8 % (- 1,9 % en province).

La note de conjoncture immobilière des notaires de France est disponible sur [leur site internet](#).

Légère baisse du nombre de contrats aidés au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Selon la Ddect Réunion, près de 20 000 personnes bénéficient d'un contrat aidé (contrat unique d'insertion ou emploi d'avenir) à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Le nombre de contrats aidés s'inscrit ainsi en légère baisse de 1,1 % par rapport au quatrième trimestre 2013. Ce repli s'explique par la diminution de 3,0 % du nombre de contrats uniques d'insertion (CUI), qui représentent les trois quarts des contrats aidés. A l'inverse, le nombre de contrats d'avenir progresse de 14,0 %.

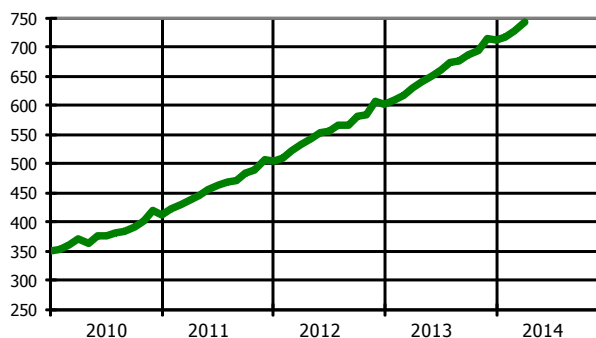
Le premier numéro du bulletin « Conjoncture » de la Ddect Réunion est disponible sur leur [site internet](#).

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

En avril 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 14,9 millions d'euros, après +9,3 millions d'euros le mois précédent pour s'établir à 742,8 millions d'euros. Cette hausse est plus prononcée en nombre avec une augmentation de 2,2 % des émissions nettes (contre +1,0 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit donc à 13,3 millions à fin avril 2014 dont 74,0 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 66,2 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La croissance de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc dépréciée de 10 centimes s'établissant à 55,2 € au 30 avril 2014.

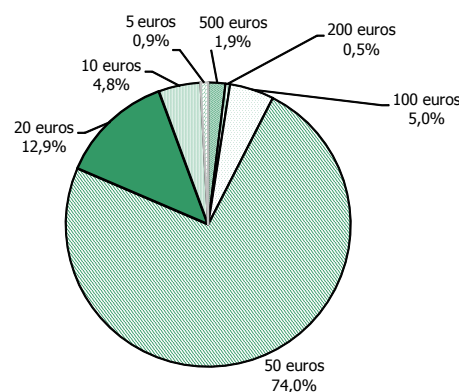
### Emissions nettes cumulées de billets au 30 avril 2014

En millions d'euros



Source : IEDOM

### Répartition des billets en nombre au 30 avril 2014



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Hausse des prix en mars

Après avoir légèrement baissé en février (-0,6 %), l'Indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une hausse de 0,4 % en mars, expliquée par l'augmentation des prix de l'ensemble des catégories de produits : les produits alimentaires (+0,9 %), les services (+0,4 %), l'énergie (+0,2 %) et les produits manufacturés (+0,1 %).

Sur un an, l'IPC augmente de 1,2 %, porté par la hausse des prix des services (+3,1 %) et des produits alimentaires (+2,3 %). En revanche, les prix des produits manufacturés et de l'énergie sont en recul de, respectivement, 1,3 % et 2,1 %.

### Mouvements sociaux au port de Longoni, dans le premier degré et dans les lycées

Le mardi 22 avril, les salariés de Mayotte Channel Gateway, société concessionnaire de la Délégation de service publique (DSP) pour l'exploitation du port de Longoni, ont débuté une grève illimitée. L'objet du mécontentement est la modification du contrat initial entre l'entreprise et le Conseil général avec le changement du code Activité principale exercée (APE), d'« entreprise gestionnaire et d'exploitation » à « manutention », qui pourrait conduire à la non application des dispositions concernant Mayotte de la Convention collective nationale unifiée (CCNU) initialement prévue dans la DSP. Au cours des négociations entre les organisations syndicales et la direction et après trois jours de grève, un protocole d'accord de fin de conflit a été signé. Les salariés ont obtenu l'adoption des articles applicables à Mayotte de la CCNU, la conservation des avantages acquis antérieurement avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), ancien concessionnaire, le transfert de personnel correspondant aux articles de la DSP ainsi que le changement de code APE qui est revenu à celui d'« entreprise gestionnaire et d'exploitation ».

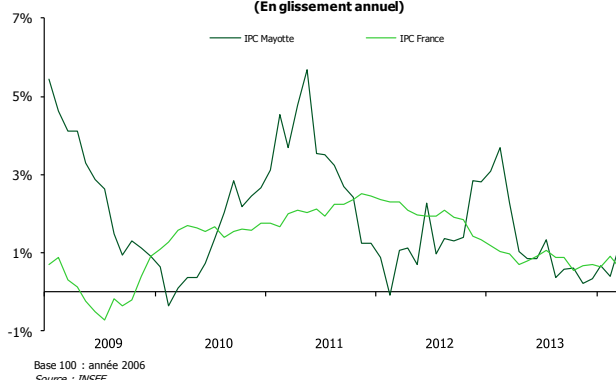
Au cours du mois d'avril, les enseignants du premier degré ont, par ailleurs fait connaître leur mécontentement à propos des mesures appliquées en matière de congés, de remplacement et d'intégration des instituteurs. Placés dans une phase de transition au cours de laquelle la réglementation qui encadre la gestion des personnels enseignants doit évoluer à Mayotte pour se conformer au régime commun, les instituteurs et leur représentation demandent le maintien, au moins à titre transitoire, des mesures les plus avantageuses (congé administratif par exemple). Le 30 avril, l'organisation syndicale a lancé un appel à la grève illimitée à partir du 19 mai prochain.

Enfin, le 10 avril, les élèves du lycée de Kawéni ont manifesté devant la Préfecture et ont demandé la mise en place de mesures pour lutter contre l'insécurité à l'intérieur et à l'extérieur de leur établissement. En réponse, l'État a évoqué deux pistes : la présence accrue de la Police nationale jusqu'aux prochaines vacances scolaires et la mise en place d'un travail collectif avec les acteurs de la sécurité, notamment dans le cadre du Comité local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), qui réunissent les services de l'État, le Conseil général, la mairie, la police nationale, la gendarmerie, le procureur et les associations.

### Augmentation des prévisions d'embauche en 2014

Selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO), réalisée par Pôle emploi en fin d'année 2013 auprès de 1 000 établissements (dont un tiers ont répondu), 50,0 % des employeurs ont l'intention d'effectuer 1 670 recrutements en 2014 (contre 1 035 en 2012, soit +61,3 %). Mais, 31,0 % de ces projets sont jugés difficiles à réaliser (contre 27,0 % en 2013). Environ 83,0 % des intentions de recrutement concernent les services aux particuliers (hôpital, action sociale, activités associatives) et aux entreprises (nettoyage, architecture, transports), et la construction. Enfin, 65,0 % des projets de recrutement déclarés émanent d'établissements sans salarié.

### Indice des prix à la consommation (En glissement annuel)



Base 100 : année 2006  
Source : INSEE

## Signature d'un contrat d'objectifs et de moyens entre l'ARS et le CHM

Le 25 avril, l'Agence régionale de santé (ARS) et le Centre hospitalier de Mayotte (CHM) ont signé le Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) qui décline, au niveau du CHM, les axes du projet régional de santé et, notamment, du schéma d'organisation des soins pour une durée de 5 ans (2013-2017). Cinq orientations stratégiques principales concernant le positionnement de l'établissement dans l'offre territoriale de soins ont été définies : améliorer la connaissance à travers un meilleur recueil de l'activité hospitalière ; développer l'accessibilité et faciliter l'accès aux soins (élargir l'offre hospitalière dans les spécialités non ou sous représentées telles que la psychiatrie, la neurologie, la dermatologie...) ; améliorer l'accès aux soins de premiers recours ; améliorer la qualité et la sécurité des soins, notamment avec la sécurisation de la prise en charge de l'Accident vasculaire cérébral (AVC) par thrombolyse ; et, consolider le partenariat avec le Centre hospitalier de La Réunion en suivant les objectifs de la convention signée en novembre 2013.

## Rencontre entre le vice-rectorat et les maires nouvellement élus

Le 17 avril, au lendemain des élections municipales, le vice-rectorat a rencontré les nouveaux maires pour présenter ses préoccupations concernant l'éducation à Mayotte. Parmi les sujets abordés figurent le niveau moyen des élèves mahorais très inférieur à la moyenne métropolitaine, le manque de professeurs, les rotations scolaires et le développement de la scolarisation en classes maternelles. Le vice-recteur a préconisé la fixation de deux ou trois priorités absolues dont la mise en place d'une nouvelle gouvernance pour la construction des établissements scolaires et la fin des rotations scolaires.

## Nouvelle desserte d'Ewa Air à destination du Mozambique

Avec le lancement d'une nouvelle ligne à destination de Pemba, la compagnie aérienne Ewa Air achève son plan de desserte débuté fin 2013. À présent, au départ de l'aéroport de Dzaoudzi sont desservis Anjouan et Moroni (Comores), Dar Es Salaam (Tanzanie), Majunga et Nosy Be (Madagascar) et Pemba (Mozambique). Après un mois de mars dynamique (+37,6 %), le nombre de passagers à l'arrivée et au départ de l'aéroport de Dzaoudzi a enregistré une baisse de 7,6 % pour s'établir à 19 610 à fin avril. En revanche, le nombre de vols totaux (arrivées et départs) est en hausse de 14,5 % (après +30,2 % en mars) et s'établit à 459.

## Atlas des risques naturels et des vulnérabilités territoriales de Mayotte

Le 30 avril a eu lieu la restitution publique de l'atlas des risques naturels et des vulnérabilités territoriales de Mayotte au cinéma Alpa Joe. Cet outil recense les phénomènes naturels passés (cyclones Kamisy en 1984 et Hellen en 2014) et à venir (potentiels tsunamis, etc.), ainsi que les zones exposées de l'île. L'Atlas, le premier au niveau national, a été établi grâce à un partenariat, engagé depuis 2010, entre le Conseil général et l'université Paul-Valéry Montpellier 3 et financé à hauteur de 108 000 euros (dont 95 000 euros par le Conseil général).

## Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires au 1<sup>er</sup> avril 2014

# PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mars-14	118,0	0,4%	1,2%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		janv.-14	7 289	11,6%	-25,3%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-13	38 468	39,4%	42,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-13	376 899	11,4%	19,7%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-13	288	73,8%	7,2%
		cumulées	déc.-13	6 097	5,0%	-16,5%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-13	0,75%	0,15 pt	-0,25 pt
		cumulé	déc.-13	1,62%	-0,10 pt	-0,70 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	avr.-14	459	14,5%	40,4%
		cumulés	avr.-14	1 647	-	1,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	avr.-14	19 610	-7,6%	4,6%
		cumulés	avr.-14	81 347	-	1,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	avr.-14	20,5	-24,5%	-26,2%
	(départs)	cumulés	avr.-14	97,4	-	-3,7%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-13	10 034	138,8%	93,0%
		cumulées	déc.-13	86 214	-	-0,3%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-14	39 974	0,2%	1,3%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	déc.-13	68 182	-	1,0%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-14	10 164	11,7%	1,0%
		cumulée	mars-14	29 699	-	0,5%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-13	218,0	26,0%	32,9%
		cumulées	déc.-13	2 365	-	6,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-13	712	16,3%	27,4%
		cumulés	déc.-13	8 825	-	5,9%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-13	0,0	-	-100,0%
		cumulées	déc.-13	62,8	-	-6,9%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-13	0,0	-	-100,0%
		cumulées	déc.-13	484,1	-	-1,7%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/11/2013
	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

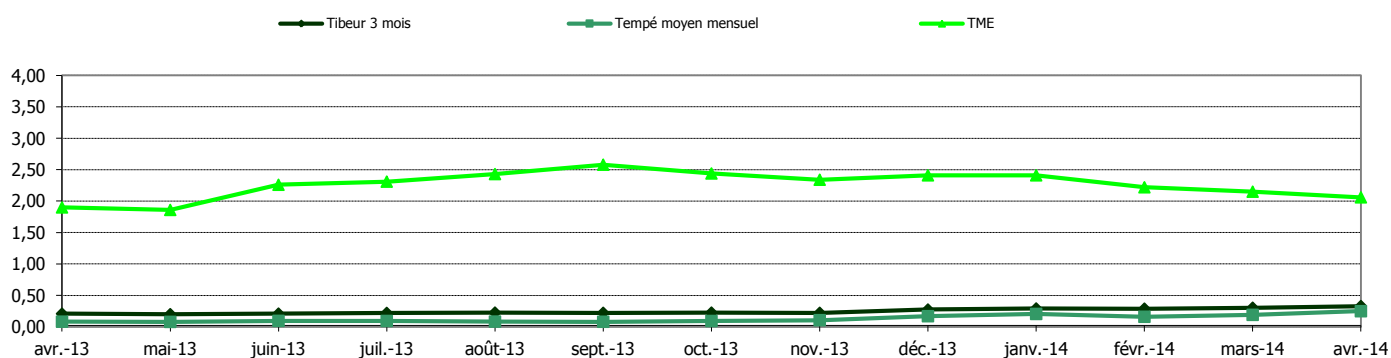
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (avril 2014)			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,2051%	0,1601%	0,1907%	0,2488%	0,2530%	0,3300%	0,4300%	0,6040%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
2,41%	2,22%	2,15%	2,06%	2,61%	2,42%	2,35%	2,26%

### Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> avril 2014)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		5,19%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,91%
Prêts à taux variable		4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,92%
Prêts-relais		5,39%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,79%
<b>Autres prêts</b>			Découverts en compte (1)		13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,31%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,09%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>		<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,21%	Découverts en compte (1)		13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

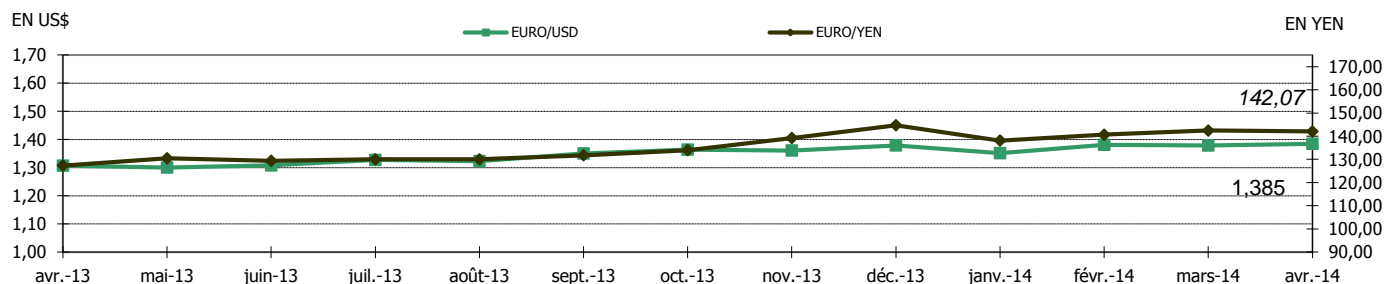
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3850	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,6293	EURO/SRD (Surinam)	4,5761
EURO/JPY (Japon)	142,0700	EURO/BWP (Botswana)	12,1321	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4822
EURO/CAD (Canada)	1,5191	EURO/SCR (Seychelles)	16,4856	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,988
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8230	EURO/MUR (Maurice)	41,6423	EURO/BBB (La Barbade)	2,7734
EURO/SGD (Singapour)	1,7407	EURO/BRL (Brésil)	3,1248	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,924
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7379	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,7252	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3256,4489	EURO/XCD (Dominique)	3,744	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 23 mai 2014 - Dépôt légal : mai 2014 - ISSN 1284-4438